



Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Ministère de l'Éducation



PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE :

POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

2025 - 2026

Pour information

Établissement : 885187
Téléphone : 450-621-5600

© École secondaire Rosemère, 2025

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	1
INTRODUCTION	2
Conflit, violence ou intimidation?	4
INFORMATIONS GÉNÉRALES	5
Caractéristiques de l'établissement d'enseignement	5
Informations sur le Comité	5
Engagement de la direction	6
ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)	7
Analyse de la situation (PORTRAIT)	7
Mesures de prévention	8
Collaboration avec les parents	10
Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte	13
Confidentialité	16
Actes à entreprendre à la suite d'un acte d'intimidation ou de violence	17
Mesures de soutien ou d'encadrement	22
Sanctions disciplinaires	25
Suivi et autres actions	27
Autres actions spécifiques aux violences à caractère sexuel	28
RESSOURCES	29
AUTRE INFORMATION IMPORTANTE	30

PRÉAMBULE

L'élaboration du plan de lutte contre l'intimidation et la violence est une démarche qui fait partie d'un ensemble d'actions mises en place par l'établissement pour assurer un climat sain et sécuritaire. La prévention de la violence et de l'intimidation nécessite des actions en tout temps, qui passent notamment par une application constante et cohérente des règles de conduite et des mesures de sécurité approuvées par le conseil d'établissement.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique (LIP), ces règles de conduite doivent notamment prévoir :

- Les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l'élève;
- Les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l'intermédiaire de médias sociaux et lors de l'utilisation du transport scolaire;
- Les sanctions disciplinaires applicables selon la gravité ou le caractère répétitif de l'acte répréhensible.

Ces règles de conduite doivent de plus être présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents des élèves au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).

Ces règles de conduite, souvent présentées dans le code de vie de l'établissement d'enseignement, visent à établir les meilleures conditions de réussite possibles et le bon fonctionnement de l'école. Elles établissent les manières attendues de se comporter au quotidien pour favoriser le vivre-ensemble (ex. : respect, civisme).

Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence vise quant à lui à mettre en place des moyens de prévenir la survenue de tout événement de violence ou d'intimidation, et à planifier les interventions à déployer lorsque survient malheureusement un tel événement.

Dans ce modèle de plan de lutte, le terme «instigateur» remplace le terme «auteur» plus largement utilisé, notamment dans les encadrements légaux. Le terme «instigateur» est ainsi utilisé dans le présent document sauf lorsque ceux-ci sont cités.

INTRODUCTION

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement¹ d'élaborer un plan de lutte dont l'objectif est de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit :

- Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);
- Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);
- Le conseil d'établissement approuve, selon la forme prescrite par le ministre, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l'école;
- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);

- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1);
- Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'établissement d'enseignement et au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 83.1).

CONFLIT, VIOLENCE OU INTIMIDATION

Conflit	Violence	Intimidation
<p>Mésentente ou désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui n'ont pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts.</p> <p>Il n'y a pas de victime, même si les personnes peuvent avoir l'impression de perdre.</p> <p>Un conflit peut se résoudre soit par la négociation, soit par la médiation.</p>	<p>Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).</p>	<p>Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13).</p>

Violence à caractère sexuel

La Loi sur l'instruction publique ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant :

La notion de violence à caractère sexuel s'entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur [RLRQ, chapitre P-22.1]).

Racisme et discrimination

Racisme:

Ensemble d'idées, d'attitudes et d'actes qui visent ou aboutissent à inférioriser des groupes ethnoculturels et nationaux, sur les plans social, économique, culturel et politique, et qui les empêchent ainsi de profiter pleinement des avantages consentis à l'ensemble des citoyens et citoyennes ([Plan d'action concerté, 2020-2025](#))

Discrimination:

Selon la Charte des droits et libertés de la personne : « Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit. » ([Charte des droits et libertés de la personne](#) section 10).

INFORMATION GÉNÉRALE

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom de l'établissement	École secondaire Rosemère
Nom du commission scolaire	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Nom de la directrice ou du directeur	Karen Lorenz
Type d'enseignement	Secondaire
Nombre d'élèves	1144
Autres caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Localisé à Rosemère, Québec • IMSE 3 • Environnement rurale • 36.75% des élèves ont un PEI • 8.3% des élèves ont un code de difficulté assigné par le Ministère d'Éducation • 92% des élèves sont intégrés dans un milieu inclusif
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	À RHS, nous visons à offrir un environnement sécuritaire et coopératif qui favorise l'estime de soi, la diversité sociale et l'excellence scolaire.
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte	D'ici 2028, améliorer le bien-être global des élèves de 10 % dans toutes les catégories mesurées par le sondage <i>Our School Survey</i> .

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Nom du comité	Comité PLIV RHS
Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (LIP, art. 96.12)	Sarah Trace, Administratrice Adjointe
Membres du comité (nom et fonction) (LIP, art. 96.12)	Helene Damoulianos, Enseignante Pascale L'Heureux, Technicienne en éducation spécialisée
Mandats du comité	<p>Exemples de mandats du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les données de l'OSS/ISM/SOI pour créer le portrait de l'école. • Sensibiliser à l'égard des données recueillies et réfléchir à des stratégies de prévention pour répondre aux constats. • Rédiger des documents liés au plan de lutte contre l'intimidation et la violence qui répondent aux besoins de l'école. • Communiquer les informations relatives au plan à l'ensemble de l'école. • Soutenir la mise en œuvre des mesures de prévention prévues dans le plan d'action. • Veiller à ce que les actions entreprises soient cohérentes avec le projet éducatif de l'établissement.
Fréquence des réunions du comité	3 réunions par année
	1. Début du processus
	9 octobre 2025

	2. Analyser le portrait et rédiger le plan PVI	9 octobre 2025
	3. Discutez d'un éventuel deuxième portrait et remplir <u>le rapport de fin d'année</u>	Mai 2026
	<u>Autre – si nécessaire :</u>	À déterminer

ENGAGEMENT DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)

Auprès de l'élève victime et ses parents	<p>Le directeur ou la directrice de cet établissement s'engage à veiller à ce que les engagements suivants soient mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification que l'incident a été correctement documenté. • Vérification que toutes les parties directement impliquées ont été rencontrées et que les protocoles d'intervention ont été suivis. • Vérification que les parents/tuteurs de la victime ont été contactés. • Rencontre avec la victime afin d'évaluer son bien-être et de vérifier que l'intimidation ou la violence a cessé (avec la direction / le ou la technicien(ne) en éducation spécialisée / l'enseignant(e)). • Vérification de la mise en œuvre de toutes les mesures correctives pour toutes les parties concernées. • Orientation des parents vers la procédure de plainte, advenant qu'ils expriment de l'insatisfaction quant aux mesures prises par la direction de l'école. En effet, il est possible de faire un signalement ou de déposer une plainte concernant un acte d'intimidation, de violence ou de violence sexuelle auprès du protecteur régional de l'élève et, pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte déposée auprès de l'établissement, d'utiliser la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l'élève (2022, chapitre 17). • Pour chaque plainte reçue concernant un acte d'intimidation ou de violence et pour chaque signalement relatif à un acte de violence sexuelle, la direction de l'école doit (via ISM) transmettre au directeur général du centre de services scolaire un rapport sommaire sur la nature de l'incident et sur les mesures de suivi prises. Le rapport sommaire concernant un acte de violence sexuelle doit également être transmis au protecteur régional de l'élève. <p>Ces situations ne se limitent pas aux éléments mentionnés ci-dessus et peuvent être davantage détaillées selon les circonstances particulières.</p> <p>Article 96.12 de la Loi sur l'instruction publique :</p>
---	--

	<p>Le directeur d'école veille à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et traite avec diligence tout signalement ou toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que lui transmet le protecteur régional de l'élève.</p>
<p>Auprès de l'élève instigateur et ses parents</p>	<p>Le directeur ou la directrice de cet établissement s'engage à veiller à ce que les engagements suivants soient mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification que l'incident a été correctement documenté. • Vérification que toutes les parties directement impliquées ont été rencontrées et que les protocoles d'intervention ont été suivis. • Vérification que les parents/tuteurs de l'instigateur/de l'auteur ont été contactés. • Rencontre avec l'instigateur/l'auteur afin d'évaluer son bien-être et de vérifier que l'intimidation ou la violence a cessé (avec la direction / le ou la technicien(ne) en éducation spécialisée / l'enseignant(e)). • Vérification de la mise en œuvre de toutes les mesures correctives pour toutes les parties concernées. • Pour chaque plainte reçue concernant un acte d'intimidation ou de violence et pour chaque signalement relatif à un acte de violence sexuelle, la direction de l'école doit (via ISM) transmettre au directeur général du centre de services scolaire un rapport sommaire sur la nature de l'incident et sur les mesures de suivi prises. Le rapport sommaire concernant un acte de violence sexuelle doit également être transmis au protecteur régional de l'élève. <p>Article 96.12 de la LIP :</p> <p>Le directeur ou la directrice doit veiller à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et doit traiter rapidement tout signalement ou plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence que le directeur ou la directrice reçoit ou que l'ombudsman régional des élèves transmet.</p>

ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)

ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)

<p>Moment de la collecte des données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies</p>	<p>Collecte de données tout au long de l'année scolaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Outils de collecte d'informations validés par notre commission scolaire. Sondage OurSchool , ISM (GRICS)• Résultats de plus récent <i>Our School Survey</i> (Oct 2025)
<p>Constats dégagés lors de l'analyse de la situation actuelle</p>	<p>Forces :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les élèves ont des amis en qui ils peuvent avoir confiance et qui les encouragent à faire des choix positifs (78 % — relations positives).• Les élèves s'aiment et s'acceptent, et sont fiers de leurs réalisations (68 % — estime de soi).• Les élèves prévoient terminer leurs études secondaires (77 %).• Les données montrent une amélioration du sentiment d'appartenance et des niveaux d'anxiété. <p>Vulnérabilités :</p> <ul style="list-style-type: none">• De nombreux élèves éprouvent des difficultés en matière d'autorégulation positive — la capacité de contrôler consciemment leurs émotions et leurs comportements et de maintenir leur concentration sur une tâche (47 %).• Les élèves ne se sentent pas en sécurité à l'école (26 %)• De nombreux élèves n'accordent pas d'importance aux résultats scolaires (50 %) et indiquent ne pas être intéressés ni motivés dans leurs apprentissages (80 %). <p>Élèves ayant un sentiment d'appartenance positif : Élèves qui se sentent acceptés et valorisés par leurs pairs et par les autres membres de leur école.</p> <ul style="list-style-type: none">• 55 % des élèves de cette école ont un fort sentiment d'appartenance; la moyenne canadienne pour ces niveaux scolaires est de 62 %. (+9 % par rapport à 2024-2025) <p>Élèves ayant des relations positives : Élèves qui ont des amis à l'école en qui ils peuvent avoir confiance et qui les encouragent à faire des choix positifs.</p> <ul style="list-style-type: none">• Dans cette école, 78 % des élèves ont des relations positives; la moyenne canadienne pour ces niveaux scolaires est de 76 %. (+3 % par rapport à 2024-2025) <p>Intimidation, exclusion et harcèlement : Élèves qui subissent de l'intimidation physique, sociale ou verbale, ou qui sont intimidés en ligne.</p> <ul style="list-style-type: none">• 23 % des élèves de cette école ont été victimes d'intimidation modérée à grave au cours du mois précédent; la moyenne canadienne pour ces niveaux scolaires est de 22 %. (-1 % par rapport à 2024-2025)

	<p>Les élèves se sentent en sécurité à l'école : Élèves qui se sentent en sécurité à l'école ainsi que lors de leurs déplacements vers et depuis l'école.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 26 % des élèves se sont sentis en sécurité en fréquentant l'école; la moyenne canadienne pour ces niveaux scolaires est de 57 %. (-3 % par rapport à 2024-2025) <p>Élèves présentant des niveaux d'anxiété modérés ou élevés : Élèves qui ressentent une peur intense, une forte anxiété ou de l'inquiétude face à des événements particuliers ou à des situations sociales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27 % des élèves de cette école présentent des niveaux d'anxiété modérés à élevés; la moyenne canadienne pour ces niveaux scolaires est de 32 %. (-5 % par rapport à 2024-2025)
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un environnement d'apprentissage positif, sécuritaire et coopératif. • Offrir un soutien en matière d'anxiété et de santé mentale. • Encourager la fierté scolaire, en mettant l'accent sur le sentiment d'appartenance (ensemble, nous sommes RHS; chacun compte).

Violence à caractère sexuel

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'incidents tabulé dans ISM en 2024-2025 = 8
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer le nombre d'incidents de violence sexuelle. • Éduquer les élèves par différentes mesures, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Infirmière du CIUSSS ○ Éducation à la sexualité ○ Compétences personnelles et sociales ○ Cours de CCQ ○ Partenariat avec Marie-Victorin ○ Partenariat avec 4Kornes

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En 2024-2025, 1 incident a été tabulé basé sur ces motifs.
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu</p>	<p>Bien que les données n'indiquent pas qu'il s'agisse d'une préoccupation majeure, tous les incidents de conflit liés aux motifs susmentionnés sont traités avec rigueur.</p>

MESURES DE PRÉVENTION

<p>Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)</p>

<p>Mesures de prévention visant à prévenir et à contrer toute forme d'intimidation ou de violence à l'école</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les élèves sont reconnus pour leurs efforts et récompensés par les enseignants et le personnel chaque mois. • Mentorat par des enseignants pour les élèves identifiés comme pouvant bénéficier d'un soutien supplémentaire. • Le chien d'assistance Asista, Oliver, est présent chaque jour aux services aux élèves et est disponible pour aider, apaiser et soutenir les élèves en situation de stress ou d'anxiété. • Références et collaboration avec des ressources externes (CIUSSS, clinique jeunesse, Centre de pédiatrie sociale, Carrefour Jeunesse-Emploi d'Argenteuil, Le Dispensaire, Centre de réadaptation en dépendance des Laurentides, Marie-Victorin). • Identification des élèves à risque et étroite collaboration avec les ressources de soutien appropriées. • Maintien d'une variété d'activités parascolaires afin de favoriser le sentiment d'appartenance des élèves. • Invitation des parents/tuteurs à soutenir les mesures préventives et les pratiques réparatrices. • Communication continue avec les parents/tuteurs. • Système de signalement anonyme en ligne pour l'intimidation et possibilité de signalement confidentiel. • Mise à disposition d'espaces spécialisés « sécuritaires » pour les élèves durant le dîner et les pauses (salle Zen, etc.). • 4 Korner présent dans l'établissement 3 jours par semaine. • Technicien en éducation spécialisée assigné au suivi de tous les incidents d'intimidation et de violence. • Les lignes directrices concernant le signalement des incidents d'intimidation, de violence et/ou de violence sexuelle sont révisées annuellement par la direction de l'école.
---	---

Violence à caractère sexuel

<p>Mesures de prévention mises en place en lien avec la violence à caractère sexuel</p>	<ul style="list-style-type: none">• CCQ / Sexualité du programme d'éducation et soutien du conseiller pédagogique responsable du dossier.• Entente avec la Fondation Marie-Vincent.• Projet Sexto – Avec l'aide d'une organisation spécialisée, sensibiliser les élèves au partage d'images intimes (sextage).• Ateliers en classe et en format d'assemblée animés par l'infirmière scolaire.• Créer un comité d'élèves allié-e-s à la communauté LGBTQ+ pour identifier les actions réalisées par, pour et avec les élèves afin de prévenir la violence.• Offrir au personnel scolaire de la formation sur les comportements sexualisés• Formation anti-intimidation et anti-violence offerte aux personnes appelées à travailler avec des élèves mineurs ou en contact régulier avec eux.• Les lignes directrices concernant le signalement des incidents d'intimidation, de violence et/ou de violence sexuelle sont révisées annuellement par la direction de l'école..
---	--

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Mesures de prévention mises en place en lien avec l'intimidation ou la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus</p>	<ul style="list-style-type: none">• Implication d'un conseiller ou d'organismes locaux spécialisés en climat interculturel.• Ateliers pour élèves sur l'affirmation positive de soi et les réponses appropriées face à des propos ou comportements discriminatoires.
--	---

<p>Autre information concernant les mesures de promotion et de prévention actualisées visant à prévenir la violence et l'intimidation dans l'établissement d'enseignement</p>	<p>N/A</p>
---	------------

COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75, al. 3, par. 3°)

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration

Renseignements généraux :

- Lors des journées dédiées aux rencontres parents-enseignants, inviter des organismes communautaires locaux à installer des kiosques d'information.
- À l'école, proposer des activités destinées aux parents/tuteurs en partenariat avec des membres de la communauté ou des organismes communautaires (CLC / travailleur social).
- Réviser les communications afin de s'assurer qu'elles soient aussi personnalisées que possible.

Lors de situations d'intimidation ou de violence :

- Impliquer les parents/tuteurs dans des discussions et un processus axés sur des solutions.
- Soutenir les parents/tuteurs et les orienter vers des ressources et des outils au besoin.
- Guider les parents/tuteurs tout au long du processus, leur offrir du soutien et, si nécessaire, les référer à des organismes pouvant répondre à leurs besoins.
- Rappeler aux parents/tuteurs et aux partenaires communautaires les rôles et responsabilités de l'école, et clarifier les attentes de l'école envers les parents/tuteurs et les autres parties concernées.

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information	Date
Un document expliquant le plan la lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	<ul style="list-style-type: none"> • Publié sur le site internet 	17 novembre 2025
Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	<ul style="list-style-type: none"> • Publié sur le site internet 	1er juin 2026
Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	<ul style="list-style-type: none"> • Agenda de l'élève • Publié sur le site internet • Envoyé aux parents/tuteurs par courriel 	2 septembre 2025
Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, enfants et leur parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21).	<ul style="list-style-type: none"> • Publié sur le site internet • Assemblée d'élèves 	2 septembre 2025
Autre:	N/A	Cliquez ou appuyez pour saisir une date.

Violence à caractère sexuel

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	<ul style="list-style-type: none"> Partager la documentation fournie par l’infirmière scolaire en lien avec les cours d’éducation à la sexualité Appels téléphoniques aux parents lorsqu’un incident survient. Rencontres de réintégration et mesures de réparation. Rencontres avec les parents..
--	--

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information
Un document informant de la possibilité d’effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l’élève (LPNE, art. 21)	<p>Informations sur la publication du document : Un document fourni par le protecteur national des élèves expliquant qui peut déposer une plainte et comment ce droit doit être exercé doit être affiché de manière visible dans chaque établissement d’enseignement (LPNE, art. 21).</p> <ul style="list-style-type: none"> Publié sur le site internet Portes d’entrée principales
Un document précisant les coordonnées du protecteur étudiant régional à qui la plainte doit être adressée. Ce document, fourni par le protecteur étudiant national, doit également expliquer qui peut déposer une plainte et comment exercer ce droit (ANSO, art. 21).	<p>Informations concernant l’affichage du document : Un document fourni par le protecteur national des élèves, expliquant qui peut déposer une plainte et comment ce droit doit être exercé, doit être affiché de manière visible dans chaque établissement d’enseignement (LPNE, art. 21).</p> <ul style="list-style-type: none"> Publié sur le site internet Portes d’entrée principales
Autre:	[N/A]

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	<ul style="list-style-type: none"> Appels téléphoniques aux parents lorsqu’un incident survient Rencontres de réintégration et mesures de réparation Rencontres avec les parents. 	
Information à partager	Stratégies de partage d’information	Date
[N/A]	[N/A]	[N/A]

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE

Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence à l’établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)	
Modalités retenues pour effectuer un signalement	<ul style="list-style-type: none"> L’école prendra les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de toutes les parties. Un incident d’intimidation et/ou de violence peut être signalé verbalement (en personne ou par téléphone) ou par écrit (par courriel ou par lettre adressée à la direction de l’école).

	<ul style="list-style-type: none"> • Les élèves qui souhaitent rédiger une note pour signaler un incident sont encouragés à inclure leur nom afin de permettre un suivi. • Les membres du personnel qui reçoivent un signalement doivent consigner l'information et la transmettre à la direction pour suivi. • Lorsqu'elle reçoit une plainte concernant de l'intimidation ou de la violence, et après avoir pris en considération l'intérêt supérieur des élèves directement concernés, la direction communique rapidement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. • La direction les informe également de leur droit de demander l'assistance de la personne spécifiquement désignée par le centre de services scolaire à cette fin. • Lorsque les parents/tuteurs ont été informés d'une situation d'intimidation ou d'un acte de violence, ils doivent communiquer avec la direction de l'école, un membre de l'administration ou l'enseignant. Le signalement sera consigné. À la suite de l'enquête, les parents/tuteurs seront contactés et informés que la situation a été examinée et que les mesures appropriées ont été prises. Les détails communiqués respectent la confidentialité.
--	---

Stratégies de diffusion de ces modalités	<ul style="list-style-type: none"> • La Direction passera en revue les procédures de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la séance d'accueil pour les nouveaux d'élèves au début de l'année scolaire • Lors des assemblées de début d'année pour tous les niveaux • Affichées sur le site Web • Transmises par courriel dans une infolettre de bienvenue • Imprimées dans l'agenda scolaire des élèves
---	--

Modalités retenues pour formuler une plainte	
En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte :	
Modalités retenues pour formuler une plainte	Stratégies de diffusion de ces modalités
Contact : 1. La personne directement impliquée ou son supérieur immédiat 2. La personne responsable pour les plaintes 3. Le Protecteur National de l'élève	Faites une Plainte Rosemere High School
En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence faite à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).	

Violence à caractère sexuel

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

- Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Il est aussi possible d'effectuer directement un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31) :
 - À l'aide du formulaire en ligne : Porter plainte à la suite d'une insatisfaction envers un service scolaire.
 - Par téléphone ou par texto : 1-833-420-5233
 - Par courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Autres modalités

Employés de RHS qui peuvent recevoir des rapports et des plaintes :

- Karen Lorenz, Directrice
- Amber Bressi, Directrice Adjointe
- Sarah Trace, Directrice Adjointe
- Nopie Tzotzis, Directrice Adjointe).

La personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu'ils l'aient ou non rapportée à l'établissement d'enseignement ou au protecteur régional de l'élève. Les signalements et les plaintes adressées à l'établissement d'enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse.

Coordonnées du DPJ	DPJ Laval 450-975-4000 DPJ Laurentides 1 800-361-8665 DPJ Lanaudière 1 800 665-1414
Coordonnées du service de police	RIPTB 450-435-2421

Stratégies de diffusion de ces modalités

Inscrire le ou les lieux où le document est affiché dans l'établissement d'enseignement	• Affichés dans tous les bureaux administratifs
Adresse du site web de l'établissement d'enseignement s'il y a lieu	Home Rosemere High School
Autre:	Nul

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'école prendra les mesures nécessaires afin d'assurer la confidentialité de toutes les parties. • Un incident d'intimidation et/ou de violence peut être signalé verbalement (en personne ou par téléphone) ou par écrit (par courriel ou par lettre adressée à la direction de l'école). Les élèves qui souhaitent rédiger une note pour signaler un incident sont encouragés à y inclure leur nom afin de permettre un suivi. • Tout membre du personnel qui reçoit un signalement doit consigner l'information et la transmettre à la direction pour suivi. Lorsqu'elle reçoit une plainte concernant de l'intimidation ou de la violence, et après avoir pris en considération l'intérêt supérieur des élèves directement concernés, la direction, la direction adjointe ou le technicien en éducation spécialisée communiquera rapidement avec les parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Les parents seront informés de leur droit de demander de l'aide auprès de ressources externes. • Lorsque les parents/tuteurs ont été informés d'une situation d'intimidation ou d'un acte de violence, ils doivent communiquer avec l'administrateur du niveau, le technicien en éducation spécialisée ou l'enseignant. Le signalement sera consigné. À la suite de l'enquête, les parents/tuteurs seront contactés et informés que la situation a été examinée et que les mesures appropriées ont été prises. Les détails seront communiqués de manière à préserver la confidentialité.
--	---

Stratégies de diffusion de ces modalités

<p>Stratégies de diffusion de ces modalités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ces informations seront partagées par courriel, bulletins d'information et sur le site web de l'école. • Diffusion des informations lors des réunions et soirées pour les parents.]
<p>Autre information concernant les modalités de signalement ou de plainte</p>	<p>N/A</p>

CONFIDENTIALITÉ

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement ou de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, al. 6)

Mesures retenues pour assurer la confidentialité

- Identifier un endroit privé pour une rencontre avec les personnes concernées.
- Rappeler au personnel de garder confidentiels tous les incidents et le suivi qui s'ensuit. Cela se fait au moins une fois par année.
- Les signalements d'intimidation et/ou de violence sont consignés dans une base de données numérique à accès restreint.
- Utiliser des stratégies d'intervention qui protègent l'anonymat de la ou des personnes qui signalent ou fournissent des informations.

Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève instigateur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

Violence à caractère sexuel

Mesures de confidentialité* à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel

- Le personnel reçoit des rappels indiquant que chaque incident et le suivi qui en découle doivent demeurer confidentiels. Cela est fait au moins une fois par année.
- Le personnel n'utilise pas les radios portatives pour discuter des situations, par exemple à la suite d'une divulgation.
- Les signalements d'intimidation et/ou de violence sont consignés dans une base de données numérique à accès restreint.
- Utilisation de stratégies d'intervention qui protègent l'anonymat des personnes qui font un signalement ou fournissent des renseignements.
- Désignation d'un lieu privé pour rencontrer les personnes concernées.

* Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse à la DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler à la DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41).

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de confidentialité à mettre en place lors d'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

- Le personnel reçoit des rappels indiquant que chaque incident et le suivi qui en découle doivent demeurer confidentiels. Cela est fait au moins une fois par année.
- Le personnel n'utilise pas les radios portatives pour discuter des situations, par exemple à la suite d'une divulgation.
- Les signalements d'intimidation et/ou de violence sont consignés dans une base de données numérique à accès restreint.
- Utilisation de stratégies d'intervention qui protègent l'anonymat des personnes qui font un signalement ou fournissent des renseignements.
- Désignation d'un lieu privé pour rencontrer les personnes concernées.

Autre information concernant la confidentialité

[N/A]

ACTES À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, al. 5)

Actions qu'un élève témoin ou confident doit entreprendre	Actions que le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) doit entreprendre	Actions que la personne responsable du suivi (2e intervenant) doit entreprendre
<p>Information pour l'élève qui est témoin :</p>	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p>	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <p>Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général, le cas échéant (LIP, art. 96.12).</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Informer un membre du personnel de surveillance • Informer la direction • En parler à un enseignant ou à un membre du personnel en qui l'élève à confiance • En informer un parent ou tuteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre fin au comportement inapproprié. • Décrire le comportement attendu selon le code de conduite. • Orienter l'élève vers le comportement attendu. • Vérifier systématiquement l'état de la victime et lui assurer que la situation est prise en charge. • Consigner les informations pertinentes et les transmettre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir la sécurité de toutes les personnes concernées. • Soutenir les personnes affectées par la situation. • Recueillir des informations. • Rencontrer l'élève victime, les élèves instigateurs/auteurs et les témoins. • Informer les parents/tuteurs de la situation et encourager une approche axée sur la recherche de solutions. • Évaluer et analyser la situation, notamment la fréquence et la gravité des comportements ainsi que les besoins des élèves impliqués.

Direction de l'établissement :

Le directeur de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12).

Nom et coordonnées :

(Mrs. O. Miller Mabongou, omillermabougou@swlauriersb.qc.ca)

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informé. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

Violence à caractère sexuel

Actions à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1 ^{er} intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2 ^e intervenant)
<p>Agir pour mettre fin à la situation observée, par exemple en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tentant de créer une distraction pour interrompre la situation • Demandant de l'aide à un adulte. <p>Ne partagez pas d'informations privées avec d'autres étudiants; parler plutôt à un adulte.]</p>	<p>Tout adulte au sein de l'établissement d'enseignement qui reçoit de l'information concernant une situation de violence à caractère sexuel doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Écouter l'élève et laisser parler librement en respectant son rythme, et ses silences. • Ne pas chercher à diriger la discussion ni à questionner l'élève. • Noter les mots de l'élève et ceux de l'adulte confident. • Rassurer l'élève quant à la prise en charge de la situation. • Aviser la direction de son établissement d'enseignement. <div style="border: 2px solid red; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Signaler la situation sans délai au DPJ au numéro suivant :</p> <p>DPJ Laval 450-975-4000</p> <p>DPJ Laurentides 1-800-361-8665</p> <p>DPJ Lanaudière 1-800-665-1414</p> </div> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les comportements sexualisés qui ont lieu dans un environnement scolaire doivent être pris en charge. Pour les enfants de moins de 12 ans, les interventions peuvent prendre différentes formes selon les catégories de comportements sexualisés observables. • Comportements sains : les normaliser, rassurer les élèves curieux à propos de la sexualité, fournir des conseils, etc. • Comportements inappropriés dans 	<p>Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève.</p> <p>Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12).</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de la sécurité de toutes les parties concernées. • Soutenir les personnes touchées par la situation. • Recueillir des informations. • Rencontrer l'élève victime, les élèves instigateurs/auteurs et les témoins. • Informer les parents/tuteurs de la situation et favoriser une collaboration axée sur la recherche de solutions. • Consigner l'incident. <p>Évaluer et analyser la situation (à noter que cela peut relever de la responsabilité du DPJ, selon le contexte) : la fréquence et la gravité des comportements, les besoins des élèves impliqués, etc.</p>

	<p>le milieu scolaire : recadrer le comportement par une intervention de base en faisant référence au code de conduite, être clair sur les règles à suivre et les comportements attendus, guider les élèves vers d'autres façons de gérer leurs émotions, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comportements préoccupants ou problématiques : arrêter immédiatement le comportement en donnant des consignes spécifiques, rappeler aux élèves les règles à suivre, rencontrer l'enfant ou les enfants concernés, etc. • Si nécessaire, se référer aux guides ou protocoles pertinents mis en place dans l'établissement scolaire (protocole de divulgation de situations de violence sexuelle, protocole en cas de comportements sexualisés, guide de signalement au DPJ, trousse à utiliser pour gérer le sexting ou le partage non consenti d'images intimes, etc.). • Adopter une attitude rassurante et ouverte. • Favoriser le contact visuel avec l'élève, par exemple en se plaçant à son niveau. Modérer sa réaction ; ne pas minimiser ni exagérer la situation. • Utiliser un vocabulaire approprié à l'élève. • Ne pas promettre aux élèves de garder la divulgation secrète. • Aider l'élève à comprendre que, pour assurer sa sécurité, l'adulte doit transmettre l'information aux personnes responsables de la protection des enfants et des adolescents (le DPJ). 	
--	---	--

Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après «LPJ»), tout membre du personnel scolaire a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la LPJ qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels. De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d'abus sexuels et physiques (LPJ, art.39 et 39.1). La confidentialité de l'identité des personnes qui font un signalement au DPJ est assurée (LPJ, art.44).

Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l'établissement doit informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques. Lorsque l'élève est âgé de moins de 14 ans, elle en informe également ses parents, et, lorsque l'élève est âgé de 14 ans ou plus, elle peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art. 96.12).

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus est constaté

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1 ^{er} intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2 ^e intervenant)
Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.	Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.	Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.
<p>Agir pour mettre fin à la situation observée en faisant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenter de créer une distraction pour mettre fin à la situation. • Demander l'aide d'un adulte. <p>Ne pas partager d'informations privées avec d'autres élèves ; plutôt en parler avec un adulte.]</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intervenir systématiquement lors de propos ou de gestes discriminatoires en sensibilisant chacun aux conséquences de ces propos. • Veiller à une application cohérente et équitable du code de conduite et des règles de vie de l'école. • Privilégier les rencontres individuelles, encourager le dialogue et éviter d'une personne en l'assimilant à tort à un groupe. • Échanger avec l'élève victime afin de vérifier comment il ou elle se sent.] 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la sécurité de toutes les parties prenantes. • Soutenir les personnes touchées par la situation. • Recueillir des informations. • Rencontrer l'élève victime, les élèves instigateurs/auteurs et les témoins. • Échanger avec l'élève instigateur/auteur afin de vérifier ce qui se cache derrière ses propos ou ses actions, ce qui peut fournir des renseignements sur ses idées préconçues, ses préjugés, etc.]

Autre information concernant les actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté	[N/A]
---	-------

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<ul style="list-style-type: none"> • Écouter la victime et recueillir de l'information sur ses besoins. • S'assurer que la victime consent à toute action entreprise qui la concerne. • Planifier des rencontres de suivi périodiques. • Offrir des ateliers individuels et de groupe pour soutenir le développement des compétences sociales et émotionnelles (gestion des émotions, affirmation de soi, etc.). • Offrir la possibilité d'être jumelé-e avec un-e autre élève. • Collaborer avec la victime afin d'identifier un lieu dans l'établissement scolaire où iel se sent bien et où un accès privilégié pourrait lui être accordé, si désiré. 	<ul style="list-style-type: none"> • Planifier des rencontres de suivi périodiques. • Offrir des ateliers individuels et de groupe pour soutenir le développement des compétences sociales et émotionnelles (gestion des conflits, gestion des émotions, développement de l'empathie, etc.). • Proposer des activités permettant d'apprendre en détail les comportements attendus. • Faire en sorte que l'élève quitte la classe après les autres. • Assurer une supervision adulte à des moments précis. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aborder leur sentiment de sécurité en leur permettant d'exprimer leurs émotions et leurs pensées. • Accroître leur conscience de leur rôle de témoin et de l'impact de ce rôle. Explorer ce qu'ils auraient aimé faire, comment ils auraient aimé le faire, etc. • Renforcer leurs connaissances concernant la confidentialité. Leur expliquer que ce qu'ils ont vu doit demeurer confidentiel. • Proposer des activités permettant d'apprendre en détail les comportements attendus. • Au besoin, planifier des rencontres de suivi périodiques.

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informé. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

Violence à caractère sexuel

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte de violence à caractère sexuel

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<ul style="list-style-type: none"> Organiser des rencontres de soutien individuel, par exemple pour les aider à gérer leurs émotions, leur anxiété ou leur insomnie. Fournir des outils pour améliorer la concentration et la motivation scolaire. Au besoin, orienter les élèves vers des organismes spécialisés externes. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des rencontres individuelles visant à amener l'instigateur·rice/l'auteur·rice à reconnaître et à assumer ses gestes. Offrir des ateliers individuels ou de groupe, par exemple sur la curiosité et l'exploration sexuelle saine, le consentement, les relations égalitaires ou la gestion de la colère. Au besoin, orienter les élèves vers des organismes spécialisés externes (les ressources locales pourraient être indiquées ici). 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les besoins individuels. Offrir des ateliers individuels ou de groupe sur les relations saines et égalitaires. Proposer des activités de sensibilisation et d'éducation à l'ensemble des élèves concernés lorsque la situation est connue de plusieurs élèves dans l'établissement scolaire, comme dans un cas de partage non consensuel d'images intimes. Offrir un soutien psychologique ou émotionnel aux personnes qui en ressentent le besoin après avoir entendu une divulgation.

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Une façon de reformuler une affirmation générale telle que « Cette école est raciste » consiste à en apprendre davantage sur la perception de l'élève, par exemple en lui posant une question afin de vérifier ce qu'il ou elle a vécu, puis, au besoin, de fournir de l'information sur la position de l'école en matière de discrimination.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Offrir un accompagnement à l'élève afin de l'amener à comprendre qu'une blague basée sur des stéréotypes raciaux constitue un geste raciste ayant des conséquences négatives pour la personne visée. À partir des idées préconçues ou des préjugés de l'instigateur·rice / auteur·rice, proposer une autre façon d'exprimer son point de vue qui mette de côté tout préjugé. 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer des ateliers individuels. Offrir des ateliers individuels ou de groupe sur les relations saines et égalitaires. Lorsque la situation est connue de plusieurs élèves dans l'établissement scolaire, proposer des activités de sensibilisation et d'éducation à l'ensemble des élèves concernés. Offrir un soutien psychologique ou émotionnel aux personnes qui en ressentent le besoin.

Autre information concernant les mesures de soutien et d'encadrement

N/A

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

Sanctions disciplinaires possibles, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Exemples de mesures disciplinaires :

En fonction de la gravité et/ou la fréquence des incidents, à la discrétion de la direction et en collaboration avec le centre de service scolaire ou la commission scolaire, le cas échéant, les mesures disciplinaires et/ou de soutien/correctives peuvent inclure, sans s'y limiter :

- Avis aux parents/tuteurs
- Réprimande / rencontre avec l'élève (avertissement verbal)
- Activité ou mesure de réflexion
- Plan de rétablissement ~ Mesures ou pratiques réparatrices
- Avertissement écrit et privation de privilège(s) / service(s)
- Restitution
- Médiation ou résolution de conflit (lorsque jugé approprié)
- Période probatoire et lettre d'attentes
- Retenue
- Suspension interne (à l'école)
- Suspension externe (hors de l'école)
- Enseignement à domicile (mesure de soutien pouvant se dérouler par Zoom ou Teams)
- Référence à un programme alternatif à la suspension pour les écoles offrant un tel programme
- Référence à un conseiller ou à des organismes sociaux/médicaux externes pour du soutien
- Action en justice / signalement aux corps policiers, si requis
- Collaboration avec la protection de la jeunesse (mesure de soutien)
- Convocation à une audience disciplinaire à la commission scolaire
- Changement d'école
- Expulsion

Dépôt d'une plainte auprès de la police – Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents :

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (L.C. 2002, ch. 1) régit le système judiciaire lorsqu'un adolescent âgé de 12 à 18 ans enfreint une loi fédérale ou est soupçonné d'avoir commis une infraction criminelle. Le système de justice pénale pour les adolescents favorise la réadaptation et la réinsertion sociale. L'établissement scolaire peut être responsable de l'application de sanctions extrajudiciaires applicables aux élèves instigateurs de violence en contexte scolaire.

Violence à caractère sexuel

Sanctions disciplinaires possibles, en cas de violence à caractère sexuel, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Informations sur les mesures disciplinaires en cas de violence sexuelle (peuvent être les mêmes que ci-dessus) :

L'approche privilégiée auprès des élèves instigateurs·rices / auteur·rices de violence sexuelle repose sur une responsabilisation accrue et sur l'éducation. De plus, une approche éducative est utilisée par les organismes spécialisés qui offrent des thérapies à ces jeunes ainsi que par le système judiciaire. Le recours à des ressources spécialisées peut aider les établissements scolaires à déterminer si une mesure disciplinaire serait bénéfique pour un·e élève (par exemple : le Centre d'expertise Marie-Vincent, les centres intégrés de santé et de services sociaux [CISSS] et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux [CIUSSS], un organisme offrant des services aux adolescent·es ayant instigué de la violence sexuelle).

*** Si des procédures légales ont été menées et qu'un élève a été reconnu coupable d'une infraction criminelle, l'établissement d'enseignement pourrait avoir à appliquer les mesures judiciaires imposées à celui-ci.**

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Sanctions disciplinaires possibles, en cas d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Information:

Dans le contexte plus large de la violence discriminatoire, il est important de rappeler le rôle de l'éducation. Comme une mesure punitive peut parfois aggraver la situation, il est préférable de réaliser une analyse approfondie afin d'évaluer adéquatement l'impact des mesures disciplinaires.

Exemple:

Lorsque cela est approprié, et après s'être assuré que l'élève victime y consent, la médiation et les mesures réparatrices doivent être privilégiées.

SUIVI ET AUTRES ACTIONS

SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°)

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence

- Consigner les informations relatives à l'incident.
- S'assurer que la situation est terminée.
- Faire un suivi auprès des parents sur la manière dont la situation a été prise en charge.
- Informer les personnes concernées de l'évolution de la gestion de l'incident, tout en respectant la confidentialité.
- S'assurer que l'élève instigateur-rice/auteur-trice et ses parents/tuteurs ont respecté tous les engagements qu'ils ont pu prendre.
- S'assurer que les mesures de soutien et de surveillance répondent adéquatement aux besoins des personnes concernées et apporter les ajustements nécessaires.
- Informer les parents/tuteurs des mécanismes existants pour déposer une plainte si l'incident n'a pas été traité à leur satisfaction. |

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

Violence à caractère sexuel

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

Même si l'évaluation initiale conclut que l'élève n'a pas de besoins immédiats à la suite de la situation, ceux-ci doivent être réévalués ultérieurement à différents moments (par exemple, à l'aide des observations des enseignant-es, en s'adressant directement à l'élève). |

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

Information:

La terminologie utilisée lors du suivi auprès des parents peut être interprétée de différentes manières par certains groupes. L'emploi de termes neutres et factuels (descriptions des comportements) contribue à maintenir un dialogue ouvert.

AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

En plus des éléments prévus plus haut, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

Informations sur la formation :

En plus de la formation en ligne offerte par le Ministère de l'Éducation sur la violence et l'intimidation (disponible uniquement en français sous-titré en anglais), qui aborde notamment le signalement à la DPJ et les obligations qui y sont liées, d'autres formations peuvent également être pertinentes. Fournir de l'information sur la ou les formations suivies par le personnel (p. ex. durée, format, objectifs, organisme formateur et participant). Préciser les méthodes utilisées pour documenter les formations suivies par les membres du personnel.

- **Centre d'expertise Marie-Vincent** – « Problèmes de comportements sexualisés et divulgations d'agressions sexuelles chez les enfants de 6 à 12 ans en milieu scolaire »
- **Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)** de chaque région – « Formation pour le personnel scolaire Empreinte : Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel »
- **UQAM – Tel-jeunes – Direction régionale de santé publique de Montréal** – « Sparx – Pour des relations amoureuses et intimes positives – Formation sur les relations amoureuses positives et la violence dans les relations intimes »

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel

- Examiner la disponibilité et l'aménagement des salles de bain et des vestiaires accessibles au personnel et aux élèves.
- Élaborer un plan de surveillance stratégique basé sur les besoins de l'école.
- Restreindre l'accès à certains lieux ou dans certains contextes.
- Fournir des balises pour les rencontres entre le personnel scolaire et les élèves (p. ex. tenir ces rencontres dans des espaces publics lorsque c'est approprié).

	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des lignes directrices concernant les interactions entre le personnel scolaire et les élèves sur les réseaux sociaux.
RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> • Infirmière CIUSS (Présente plusieurs jours/semaines) – Contacter par le bureau principale. • CLSC (CISSS) 450-491-1233 • 4Korners 450-974-3940 • Protection de la Jeunesse (DPJ) • Tel-Aide 514-935-1101 • Centre Jeunesse des Laurentides 1-800-361-8665

AUTRE INFORMATION IMPORTANTE

* Date d'approbation annuelle des résultats par le conseil d'établissement (LIP, art. 75.1)	24 février 2026
Numéro de résolution	GB20260224-03
* Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement (LE, art. 83.1)	25 mai 2026
* Date de révision annuelle du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	2 novembre 2026
Signature de la directrice ou du directeur⇒	
Date⇒	24 février 2026
Signature de la personne qui préside le conseil d'établissement⇒	
Date⇒	[Cliquez ou appuyez pour saisir une date.]



Québec